

Art. 6. - Le pourcentage des produits nets revenant à l'agent public, auteur de l'invention ou de la découverte, visé à l'article 4 du présent décret est fixé compte tenu des critères suivants :

- le volume des produits nets de l'exploitation du brevet,
- la durée de réalisation des recherches ayant conduit à l'invention ou à la découverte,
- le temps réservé par le chercheur ou l'équipe de recherche à la réalisation desdites recherches,
- la participation effective des agents publics dans la réalisation de l'invention ou de la découverte, en cas de leur pluralité,
- la participation effective de l'inventeur à la formation, à l'encadrement et à l'animation de la recherche au sein de l'établissement ou de l'entreprise publics.

Art. 7. - Dans tous les cas, le chef de l'établissement ou de l'entreprise publics fixe le pourcentage des produits nets de l'exploitation du brevet d'invention revenant à l'agent public ou aux agents publics dans le cas de leur pluralité, après avis du conseil d'administration ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, du conseil scientifique de l'établissement compte tenu des critères fixés à l'article 6 du présent décret.

Art. 8. - Une convention est conclue entre l'agent public inventeur ou les agents publics inventeurs, d'une part et le chef de l'établissement ou de l'entreprise publics concernés d'autre part, fixant :

- le pourcentage des produits nets revenant à l'agent public inventeur et, dans le cas de leur pluralité, la part revenant à chacun d'eux, et ce, dans les limites du pourcentage fixé à l'article 7 du présent décret,
- les modalités et les délais de versement des produits à condition qu'il y soit procédé annuellement et, le cas échéant, après leur perception par l'établissement ou l'entreprise publics concernés, conformément aux modalités de paiement arrêtées au(x) contrat (s) de licence d'exploitation de l'invention ou de la découverte.

Art. 9. - Si l'agent public concerné quitte ses fonctions, les produits d'exploitation du brevet d'invention ou de la découverte qui lui sont dus continuent à lui être versés pendant la durée d'exploitation restant à courir.

En cas de décès de l'agent public, la part des produits lui revenant sera versée à ses héritiers pendant la période d'exploitation de l'invention ou de la découverte restant à courir.

Art. 10. - L'agent public chercheur qui réalise une invention ou une découverte doit en faire immédiatement la déclaration écrite au chef de l'établissement ou de l'entreprise publics dont il relève.

Art. 11. - Sont abrogés, les articles de 7 à 11 du décret n° 99-705 du 29 mars 1999, fixant les conditions d'octroi des encouragements financiers aux auteurs d'ouvrages, aux créateurs et aux inventeurs au titre de leurs publications, créations et inventions.

Art. 12. - Le Premier ministre et les ministres concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 novembre 2001.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2001-2751 du 28 novembre 2001,

Monsieur Nejib El Frini, contrôleur des services publics, est nommé contrôleur en chef des services publics au Premier ministère.

Par décret n° 2001-2752 du 28 novembre 2001,

Monsieur Mounir Romdhani, contrôleur des services publics, est nommé contrôleur en chef des services publics au Premier ministère.

Arrêté du Premier ministre du 26 novembre 2001, fixant les prestations administratives rendues par les services et les établissements relevant du Premier ministère et les services du greffe du tribunal administratif

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 1965-46 du 31 décembre 1965, portant loi de finances pour l'année 1966 et notamment son article 26,

Vu la loi n° 1972-40 du 1er juin 1972, relative au tribunal administratif, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

Vu la loi n° 1988-92 du 2 août 1988, relative aux archives,

Vu le décret n° 1969-400 du 7 novembre 1969, portant création d'un Premier ministère et fixant les attributions du Premier ministre,

Vu le décret n° 1970-118 du 11 avril 1970, portant organisation des services du Premier ministère, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié,

Vu le décret n° 1993-1880 du 13 septembre 1993, relatif au système d'information et de communication administrative,

Vu le décret n° 2000-1685 du 17 juillet 2000, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de l'imprimerie officielle de la République Tunisienne.

Arrête :

Article premier. - Les services du Premier ministère, les établissements qui en relèvent et les services du greffe du tribunal administratif octroient les prestations suivantes, conformément aux conditions et procédures fixées aux annexes ci-jointes :

I - Services du conseiller juridique et de législation du gouvernement :

1) autorisation de collecte de fonds publics (annexe n°1)

II - Services du greffe du tribunal administratif :

2) récépissé (annexe n° 2)

3) attestation de mise au rôle d'une action en justice (annexe n° 3)

4) grosses ou expéditions de jugements ou copie administrative (annexe n° 4)

5) attestation de non interjection d'appel (annexe n° 5).

6) attestation de non pourvoi en cassation (annexe n° 6)

7) délivrance de copies (annexe n° 7)

8) restitution de documents (annexe n° 8)

III - Imprimerie officielle de la République Tunisienne :

9) les abonnements (annexe n° 9)

10) vente au numéro (annexe n° 10)

11) certification de conformité d'une copie (annexe n° 11)

12) insertion d'une annonce légale, réglementaire ou judiciaire (annexe n° 12)

13) publication d'un bilan (annexe n° 13)

14) publication d'une annonce de constitution ou de modification des statuts d'une association ou d'un parti politique (annexe n° 14)

15) publication d'une annonce de constitution d'un syndicat de co-propriétaires ou de modification de ses statuts (annexe n° 15)

16) publication d'une annonce de constitution d'un groupement de développement ou d'une association d'intérêt collectif (annexe n° 16)

17) insertion d'un rectificatif (annexe n° 17)

18) publication d'une procédure d'immatriculation foncière d'un immeuble (annexe n° 18)

IV - Archives nationales :

19) communication des archives publiques et obtention de copies (annexe n° 19).

Art. 2. - Le conseiller juridique et de législation du gouvernement, le premier président du tribunal administratif, le président directeur général de l'imprimerie officielle de la République Tunisienne et le directeur général des archives nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 novembre 2001.

Le Premier Ministre

Mohamed Ghannouchi

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE

SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Ministre de..... en date du.....
tel que modifié par l'arrêté en date du.....
(Jort N°du.....)

Organisme :Premier Ministère
Domaine de la prestation : le domaine social
Objet de la prestation : autorisation de collecte de fonds publics

Conditions d'obtention

- la demande doit émaner d'une association officiellement reconnue.
- la collecte de fonds est faite pour des œuvres de bienfaisance.
- l'autorisation est valable pour une période de 3 mois renouvelable une seule fois.

Pièces à fournir

- 1) Demande de collecte de fonds comprenant le montant global de la souscription, la valeur et le nombre de tickets
- 2) Photocopie certifiée conforme à l'original du statut de l'association
- 3) Photocopie de l'autorisation de visa parue sur le Journal Officiel (les annonces)
- 4) Photocopie de la carte d'identité nationale du Président de l'association
- 5) Liste nominative signée par les membres du bureau exécutif de l'association
- 6) Procès- verbal de la dernière assemblée générale
- 7) Rapport sur l'activité de l'association
- 8) Rapport financier détaillé de l'année précédente

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- dépôt du dossier	- le responsable de l'association	
- étude du contenu du dossier	- Services du Conseiller Juridique et de Législation du Gouvernement	
- transmission du dossier pour avis aux Ministères concernés : Intérieur, Finances, Affaires Sociales et autres, le cas échéant	- Services du Conseiller Juridique et de Législation du Gouvernement	
- élaboration d'un projet d'arrêté en vue de le soumettre à la signature de Mr le Premier Ministre	- Services du Conseiller Juridique et de Législation du Gouvernement	
- remise de l'arrêté au responsable de l'association en cas d'approbation	- Services du Conseiller Juridique et de Législation du Gouvernement	

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'Ordre Central
Adresse : Premier Ministère – La Kasbah-

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Services du Conseiller Juridique et de Législation du Gouvernement
Adresse : Premier Ministère – La Kasbah

Délai d'obtention de la prestation

Un mois à compter de la fin des étapes que nécessite l'étude du dossier

Références législatives et /ou réglementaires

Décret en date du 8 mai 1922 relatif aux souscriptions publiques

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif
Domaine de la prestation : Délivrance d'attestation s
Objet de la prestation : Récépissé

Conditions d'obtention

Les justiciables qui ont déposé l'acte au bureau d'ordre

Pièces à fournir

Aucune

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
Délivrance du . récépissé	Bureau d'ordre	immédiatement

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'ordre (En cas du dépôt de la requête dans le Bureau d'ordre)
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Bureau d'ordre
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation

immédiatement

Références législatives et / ou réglementaires

Article 59 de la loi N° 72-40 du 1^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif

Domaine de la prestation : Délivrance d'attestations

Objet de la prestation : Attestation de mise au rôle d'une action en justice

Conditions d'obtention
Le demandeur, partie au conflit.

Pièces à fournir
Demande simple écrite

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt d'une demande - préparation de la prestation demandée - Délivrance de l'attestation demandée au demandeur de la prestation	Greffé du Tribunal	Maximum 2 jours

Lieu de dépôt du dossier
Service : Bureau d'ordre Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation
Service : Greffe du Tribunal Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation
Maximum 2 jours à partir de la date du dépôt du dossier

Références législatives et / ou réglementaires
D 90-2173 du 24/12/1990 portant organisation du secrétariat général du Tribunal Administratif

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif

Domaine de la prestation : Délivrance des jugements

Objet de la prestation : grosses ou expéditions de jugements ou copie administrative

Conditions d'obtention
- Pour les grosses : délivrées uniquement au bénéficiaire d'un jugement ou à son mandataire après son enregistrement et dépôt d'un timbre fiscal à l'exception des cas exonérés par la loi. - Pour les expéditions : délivrées à toute personne qui les demande qu'elle soit partie dans l'affaire ou ayant intérêt. - Pour la copie administrative : envoyée aux parties de l'affaire, notamment en matière de recours pour excès de pouvoir et ce en application du jugement rendu.

Pièces à fournir
- Demande écrite simple - Carte d'identité nationale - Mandat pour les mandataires - Copie administrative : sans demande

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt de la demande. - Accomplissement des procédures d'enregistrement et du timbre fiscal pour les jugements qui en sont soumis. - Délivrance de la grosse ou l'expédition ou la copie administrative demandée au demandeur de la prestation	Greffé du Tribunal Administratif Recette des finances compétente	30 jours pour les grosses 2 jours pour les expéditions

Lieu de dépôt du dossier
Service : Bureau d'ordre Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation
Service : Greffe du Tribunal Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation
30 jours pour les grosses 2 jours pour les expéditions

Références législatives et / ou réglementaires
- Pour les grosses : Article 55 de la loi N° 72 - 40 du 1 ^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif - Pour les expéditions : Article 55 de la loi N° 72 - 40 du 1 ^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif - Pour la copie administrative : Article 58 de la loi N° 72 - 40 du 1 ^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le
Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif
Domaine de la prestation : Délivrance d'attestations
Objet de la prestation : attestation de non – interjection
d'appel

Conditions d'obtention

Le Demandeur doit avoir un intérêt ou doit être partie dans le
jugement de première instance. L'attestation de mise au rôle
d'une action en justice remplace l'attestation d'interjection
d'appel.

Pièces à fournir

- Demande écrite simple
- Copie du jugement de première instance
- Copie de la notification du jugement de première instance

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt du dossier - Vérification dans le dossier de l'affaire et au registre du tribunal - Rédaction de l'attestation et signature - Délivrance de l'attestation au demandeur de la prestation	Greffé du Tribunal	4 Jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'ordre
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Greffe du Tribunal
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation

4 Jours à partir de la date du dépôt du dossier

Références législatives et / ou réglementaires

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le
Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif
Domaine de la prestation : Délivrance d'attestations
Objet de la prestation : attestation de non pourvoi en cassation

Conditions d'obtention

Le demandeur doit avoir intérêt ou être partie dans un jugement
susceptible de cassation. L'attestation de mise au rôle d'une
action en justice remplace l'attestation de pourvoi en cassation.

Pièces à fournir

- Demande écrite simple
- Copie du jugement d'appel
- Copie de la notification du jugement d'appel

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt du dossier - Vérification dans le dossier de l'affaire et au registre du tribunal - Rédaction de l'attestation et signature - Délivrance de l'attestation	Greffé du Tribunal	4 Jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'ordre
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Greffe du Tribunal
Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation

4 Jours à partir de la date du dépôt du dossier

Références législatives et / ou réglementaires

D 90-2173 du 24/12/1990 portant organisation du secrétariat
général du Tribunal Administratif

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le
Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif

Domaine de la prestation : Délivrance de copies

Objet de la prestation : Copie des documents existants dans le dossier pour les actions en cours (et ce dans la limite des documents fournis par le demandeur de la prestation)

Conditions d'obtention

Les justiciables et leurs mandataires

Pièces à fournir

- Demande écrite simple
- copie de la carte d'identité nationale

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt de la demande - s'assurer de la nécessité du demandeur pour les documents - Photocopier les documents - Délivrance des copies pour le demandeur de la prestation	Greffé du Tribunal	4 Jours au maximum

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'ordre

Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Greffé du Tribunal

Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation

4 Jours au maximum à partir de la date du dépôt du dossier

Références législatives et / ou réglementaires

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des relations avec le
Citoyen

Organisme : Tribunal Administratif

Domaine de la prestation : Restitution de documents

Objet de la prestation : Documents dans le dossier pour les actions jugées (et ce dans la limite des documents fournis par le demandeur de la prestation)

Conditions d'obtention

Les justiciables et leurs mandataires

Pièces à fournir

- Demande écrite simple
- copie de la carte d'identité nationale

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Dépôt de la demande - s'assurer de la nécessité du demandeur pour les documents - Délivrance des documents	Greffé du Tribunal	4 Jours au maximum

Lieu de dépôt du dossier

Service : Bureau d'ordre

Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Greffé du Tribunal

Adresse : Tribunal Administratif 13 rue souk ahras Tunis 1060

Délai d'obtention de la prestation

4 Jours au maximum à partir de la date du dépôt du dossier

Références législatives et / ou réglementaires

- Article 54 de la loi N° 72-40 du 1^{er} juin 1972 relative au Tribunal Administratif

ANNEXE N° 9
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du
tel que modifié par l'arrêté du
(JORT n° du)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne.

Objet de la Prestation : Les Abonnements.

Conditions d'obtention

- 1 - Le paiement s'effectue d'avance pour les particuliers, y compris les personnes morales et par un bon de commande, visé par le bureau du visa financier (à l'exception des bons de commande mécanisés ainsi que ceux émanant de l'administration centrale des différents ministères), pour les services de l'Etat, les collectivités locales, les établissements et entreprises publics.
- 2 - Le paiement se fait en espèces ou par chèque ou par virement postal ou bancaire au nom de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne à l'un des comptes figurant en annexe.
- 3 - Pour bénéficier de l'ensemble des journaux (du mois de janvier au mois de décembre) l'abonnement doit être souscrit avant la fin du mois de février de l'année au titre de laquelle l'abonnement est souscrit.
- 4 - L'abonnement peut être souscrit soit directement auprès du siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne, soit auprès de l'un de ses bureaux cités dans la liste ci-jointe, soit par correspondance. Les abonnés au Journal Officiel reçoivent à la fin de chaque année un imprimé qu'ils peuvent remplir et envoyer à l'Imprimerie Officielle, s'ils désirent renouveler leur abonnement.

Pièces à fournir

- 1 - Remplir avec soin l'imprimé réservé aux abonnés, préciser le titre du journal officiel ainsi que le nombre des abonnements dans chaque version (original et/ou traduction) et indiquer l'adresse complète et les modalités d'envoi.
- 2 - Un bon de commande, selon le cas.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 - Se présenter au service commercial pour remplir l'imprimé d'abonnement.	Guichet unique - Radès	Dans l'immédiat
2 - Règlement du prix de l'abonnement et réception d'une facture ou présentation du bon de commande pour visa.	Guichet unique Radès (caisse) Guichet unique Radès (bureau de visa)	" "
3 - Se présenter au bureau des abonnements afin de recevoir les numéros disponibles si l'abonnement est souscrit après le mois de février.	Guichet unique Radès	"

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.

Délai d'obtention de la prestation

L'abonné recevra régulièrement le Journal Officiel de la République Tunisienne dès parution du 1^{er} numéro.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 10
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du
tel que modifié par l'arrêté du
(JORT n° du)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne.

Objet de la Prestation : Vente au numéro.

Conditions d'obtention

- 1 - Connaître le numéro et la date du Journal Officiel de la République Tunisienne, objet de la prestation
- 2 - Le règlement se fait d'avance ou au comptant.
- 3 - La vente au numéro est tributaire des stocks existants. En cas d'épuisement des stocks, il est possible d'avoir une photocopie du Journal Officiel.

Pièces à fournir

Aucune pièce

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 - Se présenter au service commercial pour obtenir la prestation.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 - Règlement et réception de la facture.	Guichet unique Radès (caisse)	"

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.

Délai d'obtention de la prestation

Le jour même.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 11
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du
tel que modifié par l'arrêté du
(JORT n° du)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne.

Objet de la Prestation : Certification de conformité d'une copie.

Conditions d'obtention

- Connaître le numéro et la date du Journal Officiel de la République Tunisienne dans lequel est publié le texte, objet de la prestation. Au cas où le client ne dispose pas de ces indications, il peut exprimer une demande de recherche par le moyen de la base de données juridiques (les textes législatifs et réglementaires publiés de 1956 au dernier journal officiel diffusé).
- Paiement en espèce ou par chèque.

Pièces à fournir

Aucune pièce.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Se présenter au service commercial.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 – Photocopie du texte en question.	Guichet unique Radès	"
3 – Certification de conformité.	Bureau d'ordre central	"
4 – Règlement et réception de la facture.	Guichet unique Radès (caisse)	"

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

Le jour même.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 12
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du
tel que modifié par l'arrêté du
(JORT n° du)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (Annonces légales, réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Insertion d'une annonce légale, réglementaire ou judiciaire (constitution d'une société, augmentation de capital, nomination d'un gérant, convocation à une assemblée générale, vente aux enchères publiques, avis de refonte de titre foncier, avis d'appel d'offres, faillite, liquidation, avis de perte du titre de propriété, avis de recensement, vente de fonds de commerce, etc.).

Conditions d'obtention

- 1 - L'annonce doit être conforme à la législation et à la réglementation en vigueur,
- 2 - Il ne doit pas porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs,
- 3 - Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter par lui-même ou se faire représenter par une personne dûment mandatée,
- 4 - Le paiement s'effectue d'avance en espèces ou par chèque pour les particuliers y compris les personnes morales et par un bon de commande, visé par le bureau du visa financier, pour les services de l'Etat, les collectivités locales et les établissements et entreprises publics.

Pièces à fournir

- 1 - Pour chaque annonce, un texte tiré en double exemplaire sur une imprimante ou dactylographié sur une feuille à part (recto seulement) de format 21x29,7cm ne comportant ni ajouts ni corrections ou ratures à la main, convenablement rédigé, lisible, comportant un titre et les éléments servant à identifier l'entreprise (la raison sociale, le statut juridique, le capital, le siège social, etc.) et signé par l'annonceur et portant le cachet de la personne physique ou morale en question,
- 2 - Une traduction française conforme au texte arabe et répondant aux mêmes exigences indiquées au paragraphe 1 - ci-dessus,
- 3 - L'identité de l'annonceur ou du déposant, le numéro et la date de sa C.I.N et le cas échéant, son numéro de téléphone,
- 4 - L'identifiant fiscal de la personne physique ou morale,
- 5 - L'annonceur doit pouvoir justifier, le cas échéant, l'accomplissement des opérations légales nécessaires, notamment l'enregistrement auprès de la recette des finances, du greffe du tribunal, etc.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 - Présentation de l'annonce pour comptage des lignes, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 - Paiement du prix ou présentation du bon de commande.	Guichet unique Radès (Caisse)	"
3 - Réception d'une facture précisant le code affecté à l'annonce et d'un exemplaire de l'annonce portant le cachet du service commercial.	"	"
4 - Communication du numéro du Journal Officiel portant publication de l'annonce, et ce, par référence au code sus-indiqué.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt de l'annonce
5 - Impression et publication de l'annonce	Les services techniques	Quatre jours

Remarques :

- L'imprimerie Officielle de la République Tunisienne décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces publiées au journal officiel.
- L'imprimerie Officielle de la République Tunisienne peut refuser la publication des annonces qui ne respectent pas les conditions sus énoncées ou ne se conformant pas aux exigences sus indiquées.
- Une annonce déposée ne peut être ni retirée, ni corrigée deux jours après son dépôt.

Lieu de dépôt du dossier
Service : Guichet unique. Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.
Lieu d'obtention de la prestation
Service : Guichet unique. Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste ci-jointe.
Délai d'obtention de la prestation
L'annonce est publiée dans un délai maximum de 7 jours à compter du jour qui suit la date de son dépôt ou de son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.
Références législatives et/ou réglementaires
- Décret du 24 janvier 1936, portant division de la conservation de la propriété foncière et notamment son article 6. - Code du commerce promulgué par la loi n° 59-129 du 5 octobre 1959, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment les articles 191, 226, 228, 231, 245 et 453. - Code des procédures civiles et commerciales promulgué par la loi n° 59-130 du 5 octobre 1959, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment les articles 394, 396, 418, 420, 446, 450 et 466. - Code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962, notamment ses articles 90 et 115. - Décret-loi n° 64-3 du 20 février 1964, relatif à l'immatriculation foncière, tel que ratifié par la loi n° 64-3 du 21 avril 1964, notamment ses articles 3, 6 et 8. - Code des droits réels promulgué par la loi n° 65-5 du 12 février 1965, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment les articles 322, 323, 333, 345 et 364. - Loi n° 95-33 du 14 avril 1995, portant organisation des professions de la marine marchande, notamment son article 22. - Loi n° 95-34 du 17 avril 1995, relative au redressement des entreprises en difficultés économiques et notamment les articles 13, 26, 35 et 48. - Loi n° 95-73 du 24 juillet 1995, relative au domaine public maritime, notamment son article 7. - Code de la fiscalité locale promulgué par la loi n° 97-11 du 3 février 1997. - Loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats et notamment son article 18. - Code des sociétés commerciales promulgué par la loi n° 2000-93 du 3 novembre 2000 et notamment les articles 15, 16, 22, 32, 48, 56, 59, 65, 68, 78, 79, 108, 137, 155, 157, 164, 219, 265, 276, 301, 309, 389, 398, 400, 403, 419, 421, 423, 425, 432, 436, 446 et 448. - Loi n° 2001-34 du 10 avril 2001, portant mise à jour des titres fonciers, notamment son article 17. - Code des organismes de placement collectif promulgué par la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001, notamment son article 8. - Décret n° 2001-1567 du 2 juillet 2001, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de l'agence de promotion de l'industrie, notamment son article 9, paragraphe 2.5. - Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998. - Circulaire du Premier ministre n° 6 du 16 février 1977, relative à la publication des avis d'adjudication et d'appels d'offres au Journal Officiel de la République Tunisienne.

ANNEXE N° 13
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du
tel que modifié par l'arrêté du du
(JORT n° du

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces légales réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Publication d'un bilan.

Conditions d'obtention

- 1 - Le paiement s'effectue d'avance ou au comptant pour les particuliers, y compris les personnes morales et par un bon de commande, visé par le bureau du visa financier, pour les services de l'Etat, les collectivités locales et les établissements et entreprises publics.
- 2 - Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter lui-même ou par une personne dûment mandatée.

Pièces à fournir

- 1 - Un bilan (original et traduction en français) en double exemplaire dont les tableaux de format 21x29,7cm sont lisibles et publiables (les photocopies, les fax et les copies réduites sont refusés),
- 2 - Le bilan doit porter quelques indications pouvant identifier l'entreprise (tels que la raison sociale, le siège social, etc.),
- 3 - Le nombre de pages de l'original et de sa traduction doivent être identique.
- 4 - Il est souhaitable d'éviter de colorer les tableaux et de recourir aux cadres tramés.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 - Présentation de l'annonce pour comptage des pages, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 - Paiement du prix ou présentation du bon de commande.	Guichet unique Radès (Caisse) Guichet unique Radès (bureau du visa)	" "
3 - Réception d'une facture indiquant le code servant à identifier le bilan et un exemplaire du bilan portant le cachet du service commercial.	"	"
4 - Communication de la date et du n° du Journal Officiel portant publication du bilan.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt du bilan
5 - Impression et publication du bilan	Les services techniques	Quatre jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

Le bilan sera publié dans un délai de 7 jours à compter du jour qui suit la date de son dépôt ou son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 89-9 du 1^{er} février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics, ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment son article 14.

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 14
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du..... tel que modifié par l'arrêté du..... (JORT n°.....du.....)
--

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces légales, réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Publication d'une annonce de constitution ou de modification des statuts d'une association ou d'un parti politique.

Conditions d'obtention

- Le paiement s'effectue d'avance ou au comptant.
- Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter lui-même ou par une personne dûment mandatée.

Pièces à fournir

- 1 - Le texte de l'annonce tiré en double exemplaire sur une imprimante ou dactylographié sur une feuille à part (le recto seulement), de format 21x29,7cm, ne portant ni ajouts ni corrections à la main, ni ratures, convenablement rédigé et lisible, comportant obligatoirement les indications suivantes (nom, objet et but de l'association – noms, prénoms et professions de ses fondateurs et ceux chargés de sa direction – sa catégorie et la date et le n° du reçu de dépôt), signé par l'annonceur et portant son cachet.
- 2 - Une traduction française conforme au texte arabe et répondant aux mêmes exigences indiquées au paragraphe 1 ci-dessus.
- 3 - L'identité du déposant, le numéro et la date de sa C.I.N et éventuellement son numéro de téléphone.
- 4 - Copie de la déclaration de dépôt.
- 5 - Copie de l'arrêté de réduction des délais ou de l'arrêté d'autorisation signé par les autorités compétentes, s'ils existent.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Présentation de l'annonce pour comptage des lignes, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 – Paiement du prix.	Guichet unique Radès (Caisse)	"
3 – Réception d'une facture comportant le code servant à identifier l'annonce en question, accompagnée d'un exemplaire de l'annonce portant le cachet du service commercial.	"	"
4 – Communication de la date et du numéro du journal officiel portant publication de l'annonce en question.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt de l'annonce
5 – Impression et publication de l'annonce	Les services techniques	Quatre jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

L'annonce est publiée dans un délai de 7 jours à compter du jour qui suit la date du dépôt de l'annonce ou de son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 59-154 du 7 novembre 1959, relative aux associations, telle que modifiée et complétée par la loi n° 88-90 du 2 août 1988 et la loi n° 92-25 du 2 avril 1992 et notamment ses articles 2, 4 et 6.
- Loi organique n° 88-32 du 3 mai 1988, organisant les partis politiques, notamment ses articles 8, 9 et 11.

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 15
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du..... tel que modifié par l'arrêté du..... (JORT n°.....du.....)
--

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces légales, réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Publication d'une annonce de constitution d'un syndicat de co-propriétaires ou de modification de ses statuts.

Conditions d'obtention

- Le règlement se fait d'avance ou au comptant.
- Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter lui-même ou par une personne dûment mandatée.

Pièces à fournir

- 1 - le texte de l'annonce tiré en double exemplaire sur une imprimante ou dactylographié sur une feuille à part (le recto seulement), de format 21x29,7cm, ne portant ni ajouts ou corrections à la main, ni ratures, convenablement rédigé et lisible, comportant obligatoirement les indications suivantes (dénomination du syndicat, le siège, les membres du syndicat et leurs fonctions, date de la réunion de l'assemblée constitutive, date de l'arrêté d'approbation des autorités compétentes), signé par l'annonceur.
- 2 - une traduction française conforme au texte arabe et répondant aux mêmes exigences indiquées au paragraphe 1 ci-dessus,
- 3 - l'identité du déposant, le numéro et la date de sa C.I.N et éventuellement son numéro de téléphone,
- 4 - copie de l'arrêté d'approbation, signé par le président de la commune concernée.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Présentation de l'annonce pour comptage des lignes, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 – Paiement du prix	Guichet unique Radès (Caisse)	"
3 – Réception d'une facture comportant le code servant à identifier l'annonce en question, accompagnée d'un exemplaire de l'annonce portant le cachet du service commercial.	"	"
4 – Communication de la date et du numéro du journal officiel portant publication de l'annonce en question.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt de l'annonce
5 – Impression et publication de l'annonce	Les services techniques	Quatre jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

L'annonce est publiée dans un délai de 7 jours à compter du jour qui suit la date de son dépôt ou de son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.

Références législatives et/ou réglementaires

- Le code des droits réels promulgué par la loi n° 65-5 du 12 février 1965, tel que modifiée et complétée notamment par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997, notamment ses articles 89 à 102.
- Le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, notamment son article 45.
- Décret n° 98-1646 du 19 août 1998, portant approbation du règlement-type de copropriété pour les immeubles bâtis, groupes d'immeubles et ensembles immobiliers comportant des parties communes.

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 16
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du.....
tel que modifié par l'arrêté du.....du.....
(JORT n°.....du.....)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces légales, réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Publication d'une annonce de constitution d'un groupement de développement ou d'une association d'intérêt collectif.

Conditions d'obtention

- Le règlement se fait d'avance ou au comptant.
- Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter lui-même ou par une personne dûment mandatée.

Pièces à fournir

- 1 - Le texte de l'annonce tiré en double exemplaire sur une imprimante ou dactylographie sur une feuille à part (le recto seulement), de format 21x29,7cm, ne portant ni ajouts ou corrections à la main, ni ratures, convenablement rédigé et lisible, comportant obligatoirement les indications suivantes (dénomination du groupement, le siège, date et n° de l'arrêté d'approbation du gouverneur de la région, les membres du groupement), signé par l'annonceur.
- 2 - Une traduction française conforme au texte arabe et répondant aux mêmes exigences indiquées au paragraphe 1 ci-dessus.
- 3 - L'identité du déposant, le numéro et la date de sa C.I.N et éventuellement son numéro de téléphone.
- 4 - Copie de l'arrêté d'approbation, signé par le gouverneur de la région.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Présentation de l'annonce pour comptage des lignes, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 – Paiement du prix.	Guichet unique Radès (Caisse)	"
3 – Réception d'une facture comportant le code servant à identifier l'annonce en question, accompagnée d'un exemplaire de l'annonce portant le cachet du service commercial.	"	"
4 – Communication de la date et du numéro du journal officiel portant publication de l'annonce en question.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt de l'annonce
5 – Impression et publication de l'annonce	Les services techniques	Quatre jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

L'annonce est publiée dans un délai de 7 jours à compter de la date de son dépôt ou de son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.

Références législatives et/ou réglementaires

- Le code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, tel que modifié par la loi n° 87-35 du 6 juillet 1987.
- Loi n° 99-43 du 10 mai 1999, relative aux groupements de développement dans le secteur agricole et de pêche.
- Décret n° 87-1261 du 27 octobre 1987, relatif à l'organisation des associations d'intérêt collectif et aux modalités de leur fonctionnement.
- Décret n° 87-1262 du 27 octobre 1987, relatif à l'organisation des associations d'intérêt hydraulique et aux modalités de leur fonctionnement.
- Décret n° 88-150 du 12 janvier 1988, portant approbation du règlement-type des associations d'intérêt collectif.
- Décret n° 99-1819 du 23 août 1999, portant approbation du règlement-type des groupements de développement.
- Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 17
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre du.....
tel que modifié par l'arrêté du.....du.....
(JORT n°.....du.....)

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces légales, réglementaires et judiciaires).

Objet de la Prestation : Insertion d'un rectificatif.

Conditions d'obtention

- Le rectificatif doit porter sur une annonce publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et servant à redresser une erreur ou à pallier à une omission.
- Si l'erreur est due à une négligence des services de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne, celle-ci procède à ses frais à la rectification, à condition que le bénéficiaire de la prestation demande l'insertion d'un rectificatif dans un délai ne dépassant pas 3 mois à compter de la date de publication de l'annonce au Journal Officiel.
- Le bénéficiaire de la prestation doit se présenter lui-même ou par une personne dûment mandatée.
- Le paiement se fait d'avance ou au comptant.

Pièces à fournir

- 1 - Le texte du rectificatif tiré en double exemplaire sur une imprimante ou dactylographié sur une feuille à part (le recto seulement), de format 21x29,7cm, ne portant ni ajouts ou corrections à la main, ni ratures, convenablement rédigé et lisible, comportant obligatoirement les indications suivantes : date et numéro du Journal Officiel, ainsi que la page et le code de l'annonce erronée, mention de ce qu'il faut lire : (texte nouveau), au lieu de : (texte ancien) signé par l'annonceur et portant son cachet.
- 2 - L'original de la facture de l'annonce, objet du rectificatif.
- 3 - L'identité du déposant, le numéro et la date de sa C.I.N et éventuellement son numéro de téléphone.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Présentation du rectificatif pour comptage des lignes, après vérification de sa conformité aux conditions et exigences indiquées.	Guichet unique Radès	Dans l'immédiat
2 – Règlement du prix ou présentation d'un bon de commande.	Guichet unique Radès (Caisse)	"
3 – Réception d'une facture comportant le code servant à identifier le rectificatif en question, accompagnée d'un exemplaire du rectificatif portant le cachet du service commercial.	"	"
4 – Communication de la date et du numéro du journal officiel portant publication du rectificatif en question.	S/direction des publications officielles	Trois jours après le dépôt du rectificatif
5 – Impression et publication de l'annonce	Les services techniques	Quatre jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Guichet unique.

Adresse : Siège de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne sis à l'avenue Farhat Hached 2098 - Radès ou l'un de ses bureaux, cités dans la liste jointe.

Délai d'obtention de la prestation

Le rectificatif est publié dans un délai de 7 jours à compter de la date de son dépôt ou de son arrivée au siège de l'Imprimerie Officielle.

Références législatives et/ou réglementaires

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

ANNEXE N° 18
SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVE
SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Premier ministre	du
tel que modifié par l'arrêté du	du
(JORT n°	du

Organisme : Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Domaine de la prestation : Journal Officiel de la République Tunisienne (annonces du tribunal immobilier).

Objet de la Prestation : Publication d'une procédure d'immatriculation foncière d'un immeuble.

Conditions d'obtention

- Se présenter aux services du tribunal immobilier de Tunis ou l'un de ses sièges auxiliaires pour accomplir les formalités légales nécessaires et payer le montant de l'annonce par un mandat postal.

Pièces à fournir

Les pièces sont remises au tribunal immobilier et à sa demande.

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
1 – Réception des annonces	Bureau d'ordre central	Le jour même
2 – Vérification des annonces et éventuellement les mandats y afférents	S/D des publications officielles	2 jours
3 – Impression et publication	Les services techniques	4 jours

Lieu de dépôt du dossier

Service : Tribunal immobilier.

Adresse : Tunis ou l'un des sièges auxiliaires.

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Tribunal immobilier.

Adresse : Tunis ou l'un des sièges auxiliaires.

Délai d'obtention de la prestation

Les annonces d'immatriculation foncière sont publiées dans un délai de 7 jours à compter du jour qui suit leur dépôt par le tribunal immobilier auprès des services de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne.

Références législatives et/ou réglementaires

- Code des droits réels promulgué par la loi n° 65-5 du 12 février 1965, tel que modifié et complété par la loi n° 97-68 du 27 octobre 1997 et notamment ses articles 322, 323 et 345.

Arrêté du Premier ministre du 19 novembre 1994, fixant les tarifs du Journal Officiel de la République Tunisienne et de la publicité légale, réglementaire et judiciaire, tel que modifié par l'arrêté du 13 octobre 1998.

1 - Liste des bureaux de vente de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

SIEGE SOCIAL

Radès
Adresse : 40 Boulevard Farhat Hached
Radès – Médina 2098 – Ben Arous
Tél. : lignes groupées : 216 (71) 434.211
Fax : 216 (71) 434.234

Gafsa
Adresse : Avenue Ibn Khaldoun
Rue du Citron Daouaï - 2143
Tél. : 216 (76) 221.987
Fax : 216 (76) 221.987

BUREAUX DE VENTE

Tunis
Adresse : 1, Rue Hannon
Tunis 1001
Tél. : 216 (71) 349.637
Fax : 216 (71) 349.637

LES BUREAUX RELEVANT DE L'AGENCE DE PROMOTION INDUSTRIELLE (GUICHETS UNIQUES)

Tunis
Adresse : 63, rue de Syrie
Tél. : 216 (71) 792.144 – 874.600
Fax : 216 (71) 800.115

Campus Universitaire
Adresse : Boulevard 7 novembre
Tunis 1060
Tél. : 216 (71) 884.595
Fax : 216 (71) 884.595

Sousse
Adresse : Cité de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale – Rue du Ribat
Tél. : 216 (73) 222.404

Sousse
Adresse : Cité de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale – Rue du Ribat – Sousse 4000
Tél. : lignes groupées : 216 (73) 225.495
Fax : 216 (73) 225.495

Sfax
Adresse : Imm. L'API Route de Gabès Km 1
Tél. : 216 (74) 224.320

Sfax
Adresse : Cité de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale – Souk des Olivers
Route de Gremda Sfax - 3000
Tél. : 216 (74) 236.750
Fax : 216 (74) 236.752

Medenine
Adresse : Imm. Du Développement 4119
Tél. : 216 (75) 648.499
Fax : 216 (75) 641.747

Jendouba
Adresse : Immeuble de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale – Centre Commercial
Cité Essanabel Jendouba – 8122
Tél. : 216 (78) 606.133
Fax : 216 (78) 606.133

Kasserine
Adresse : Rue Sufeitela Cité Ezzouhour 1200
Tél. : 216 (77) 471.015

Bizerte
Adresse : 126 Rue Ibn Khaldoun – Bizerte - 7000
Tél. : 216 (72) 439.750
Fax : 216 (72) 439.750

Siliana
Adresse : Rue Taieb Mehiri
Tél. : 216 (78) 871.516
Fax : 216 (78) 871.517

2 – Les comptes courants de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Tunis :
C.C.P. N° 17. 001 00000000 61015 - 85
S.T.B. : Tunis 10.000.0000576088.788.79
B.N.A. : Tunis 03. 000 0100115006046 - 07
U.I.B. : Agence Afrique 12 001 000 35 00 701 004/30
A.T.B. : Agence Mégrine 01.100.028 1104 2433 87 90
Banque du Sud (Liberté) : 04 1020 024047001997 - 74
S.T.B. (Mégrine) : 10 106 045 225 2069 788 51
B.I.A.T. (Mégrine) : 08 2030 005230 000028 - 29
Banque du Sud (Radès) : 04. 1000 094047001039 - 69

Sousse :
S.T.B. : 10 609 089 1004125 788 66

Sfax :
B.I.A.T. : 08 70300044 30 000018 - 67

Annexe 19

SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE SICAD

Guide du Citoyen

Case réservée au Bureau central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Ministre de en date du
tel que modifié par l'arrêté en date du
(Jori N° du)

Organisme : Les Archives nationales

Domaine de la prestation : Les archives

Objet de la prestation : Communication des archives publiques et obtention de copies

Conditions d'obtention

- Pas de conditions préalables à part le respect des délais légaux de communication des archives et le règlement intérieur relatif à la salle de lecture
- La reproduction des documents est aux frais du demandeur selon un tarif réglementaire fixé par arrêté du Premier ministre
- Les Archives nationales fournissent une carte de lecteur aux utilisateurs assidus leur facilitant l'accès à la salle de lecture

Pièces à fournir

- Formulaire à remplir
- Copie de la carte d'identité nationale
- Certificat d'inscription pour les étudiants

Étapes de la prestation	Intervenants	Délais
- Demande de communication en précisant les références des documents - Recherche des documents aux magasins - Accès aux documents à la salle de lecture	Service de la communication des documents	instantanément

Lieu de dépôt du dossier

Service : Les Archives nationales
Adresse : 122, Boulevard du 9 avril 1938 - 1030 Tunis

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Les Archives nationales
Adresse : 122, Boulevard du 9 avril 1938 - 1030 Tunis

Délai d'obtention de la prestation

Instantanément (en fonction de la nature des documents)

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n° 88-92 du 02 août 1988 relative aux archives (articles 15, 16, 17, 18, 37, 38 et 39)
- Décret n° 88-1981 du 13 décembre 1988 fixant les conditions et les procédures de la gestion des archives courantes et archives intermédiaires, du tri et élimination des archives, du versement des archives et de la communication des archives publiques (articles 12, 13, 14 et 15)
- Arrêté du Premier ministre du 02 mai 2000 fixant les tarifs pour les services payants rendus par les Archives nationales au public

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 2001-2753 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 93-406 du 17 février 1993, relatif à la prise en charge, par l'administration, des dépenses de loyers des attachés militaires.

Le Président de la République,

Su proposition du ministre de la défense nationale,

Vu la loi n° 67-20 du 31 mai 1967, portant statut général des militaires, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 87-82 du 31 décembre 1987,

Vu le décret n° 72-380 du 6 décembre 1972, portant statut particulier des militaires, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2001-770 du 29 mars 2001,

Vu le décret n° 73-167 du 6 avril 1973, réglementant la rémunération, les indemnités spéciales et la prise en charge des frais divers consentis aux ambassadeurs et aux agents du ministère des affaires étrangères en service à l'étranger ainsi que leur régime social, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 89-842 du 3 juillet 1989 et le décret n° 90-721 du 25 avril 1990,

Vu le décret n° 73-372 du 2 août 1973, portant statut particulier du personnel militaire en fonction auprès des ambassades à l'étranger,

Vu le décret n° 92-93 du 13 janvier 1992, étendant les dispositions du décret n° 89-842 du 3 juillet 1989, modifiant le décret n° 73-167 du 6 avril 1973, réglementant la rémunération, les indemnités spéciales et la prise en charge des frais divers consentis aux ambassadeurs et aux agents du ministère des affaires étrangères en service à l'étranger ainsi que leur régime social, aux cadres et agents des forces de sécurité intérieure et aux personnels militaires en fonction auprès des missions diplomatiques permanentes et consulaires de la République Tunisienne,

Vu le décret n° 93-406 du 17 février 1993, relatif à la prise en charge, par l'administration, des dépenses de loyers des attachés militaires,

Vu l'avis des ministres des affaires étrangères et des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier.- Les dispositions de l'article premier du décret n° 93-406 du 17 février 1993 susvisé, sont modifiées comme suit :

Article premier (nouveau). - L'attaché militaire en poste dans les missions diplomatiques à l'étranger, a droit à la prise en charge, par l'administration, du loyer du logement qu'il occupe à concurrence des sommes mensuelles maximales fixées au tableau ci-après :